

94^e Année (1967)

| |
|-----------------|
| HEMEROTECA |
| SALA 2 |
| ÉSTANTE 3 28 66 |
| TABLA 32 |

juillet-Août-Septembre



JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

EDOUARD CLUNET

par

ANDRE - PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
H. BLIN, Président de la 1^{re} Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
R. DROUILLAT, Président de la 2^e Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire général de la rédaction

PHILIPPE KAHN

Chargé de Recherche

au Centre National de la Recherche Scientifique

EDITIONS TECHNIQUES S.A.

123, rue d'Alésia

PARIS (XIV^e)

1967

TABLE TRIMESTRIELLE

1967 (94^e année). — 3^e livraison. — Juillet, Août, Septembre

Doctrines

| | |
|---|-----|
| L'affaire du Sud-Ouest africain devant la Cour internationale de justice, par Suzanne BASTID | 571 |
| L'unification du lieu de paiement des obligations monétaires, par Ernst MEZGER | 584 |
| La nouvelle législation sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes et le droit international privé, par Marthe SIMON-DEPITRE et Claire LEGENDRE | 598 |

Jurisprudence

| | |
|---|-----|
| BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par J.-D. BREDIN, B. GOLDMAN, A. LE TARNÉC, Ph. MALAURIE | 614 |
| Arbitrage. | |
| Sentence arbitrale étrangère. — Défaut de motifs. — Contrariété à l'ordre public français au sens du droit international privé. — Non. — Exequatur. — Oui | 631 |
| Filiation adultérine. | |
| Reconnaissance de paternité en France. — Père de nationalité turque. — Ordre public international. — Nullité | 614 |
| Filiation adultérine. | |
| Reconnaissance de paternité en France. — Père et enfant de nationalité étrangère. — Ordre public international. — Nullité .. | 619 |
| Jugement étranger. | |
| Exequatur. — Faillite d'un non-commerçant. — Licitacion-partage d'un immeuble indivis situé en France. — Atteinte à l'ordre public (non) | 629 |
| Ordre public. | |
| Loi étrangère (allemande) excluant la réparation d'un dommage qui ne ressortit pas du domaine économique. — Contradiction avec l'ordre public au sens du droit international privé. — Non | 635 |
| Propriété industrielle. | |
| Brevets. — Défaut d'exploitation. — Sanction. — Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 | 624 |
| Responsabilité civile. | |
| Délits et quasi-délits. — Loi applicable. — Loi du lieu du délit | 635 |
| CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par P. AYMOND, Ph. KAHN, J. RIBETTES-TILLHET | 636 |
| Etrangers (Conditions des). | |
| Exercice d'une activité commerciale. — Défaut de carte de commerçant étranger. — Convention franco-tunisienne du 6 septembre 1955. — Détermination de la nationalité tunisienne ou israélienne du prévenu | 636 |
| Jugement étranger. | |
| Divorce. — Exequatur. — Intérêt. — Mention en marge des actes d'état civil. — Autorité de la chose jugée | 643 |

Loi étrangère.

Divorce. — Epoux de nationalité espagnole. — Application d'office 637

Régime matrimonial.

Loi applicable. — Epoux de même nationalité. — Mariage dans leur pays d'origine. — Acquisition du statut de réfugié. — Modification du régime légal national. — Effet sur le régime des époux 640

Sécurité sociale.

Assuré allemand victime d'un accident. — Indemnisation par l'organisme allemand de Sécurité sociale. — Recours contre le responsable. — Subrogation dans les droits des personnes indemniées 642

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DES ETAT-UNIS,

par L.-R. LE LIÈVRE, D.-J. FREED, R.-J. GOEBEL 646

Garde des enfants.

Jugements des tribunaux étrangers. — Courtoisie internationale 646-647

Immunité de juridiction.

Etat étranger. — Clause compromissaire insérée dans une charte-partie. — Absence d'immunité 668-669

Jugement étranger.

Divorces mexicains. — Reconnaissance. — Conditions. — Compétences. — Domicile des parties. — Ordre public 686-687

Nationalisations.

Théorie de « l'Act of State ». — Développements de l'affaire Sabbatino 650-651

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE SOVIÉTIQUE,

par M.-M. BOGOU SLAVSKI 698-699

Accident du travail.

Travailleur soviétique travaillant à l'étranger pour une prestation d'assistance technique. — Indemnisation. — Droit applicable 726-727

Arbitrage.

Demande de surestaries. — Compétence de la Commission d'arbitrage maritime. — Compétence. — Nécessité de l'accord des parties. — Dépens. — Indemnisation 708-709

Clause compromissaire.

Désignation d'un organe d'arbitrage permanent d'un pays tiers. — Compétence de l'organe. — Validité de la clause. — Droit applicable 702-703

Nom commercial.

Concurrence déloyale. — Juridiction compétente. — Convention de Paris sur la protection de la propriété industrielle 718-719

Vente.

Vendeur soviétique. — Acheteur hongrois. — Conditions générales du Comecon. — Article 74 sur le droit applicable. — Non-exécution des obligations. — Sanctions 698-699

Documents

I. — CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE.

Aliments.

- Conférence de Droit International Privé de La Haye. Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (publiée en France par décret n° 67-374 du 21 avril 1967 : *J.O.* 29 avril 1967) 734

Impôts et Contributions.

- Convention fiscale, protocole et échange de lettres entre la France et le Dahomey du 21 octobre 1965 (publiés en France par décret n° 67-244 du 10 mars 1967 : *J.O.* 25 mars 1967 et rectific. *J.O.* 9 mai 1967) 737

Transports Maritimes.

- Loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes (*J.O.* 24 juin 1966) 750
 Décret n° 66-1078 du 31 décembre 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes (*J.O.*, 11 janvier 1967) 751

II. — TEXTES ET TRAITÉS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Concurrence.

- Règlement n° 67/67/C.E.E. de la Commission du 22 mars 1967 concernant l'application de l'article 85 paragraphe 3 du traité à des catégories d'accords d'exclusivité (*J.O.C.E.* 25 mars 1967) .. 751

Impôts et contributions.

- Première directive n° 67/227/C.E.E. du Conseil du 11 avril 1967 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (*J.O.C.E.* 14 avril 1967) 755
 Deuxième directive n° 67/228/C.E.E. du 11 avril 1967 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Structures et modalités d'application du système commun de taxe sur la valeur ajoutée (*J.O.C.E.* 14 avril 1967) 757

Bibliographie et Revue des revues 768

Information 781